

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1408

[2004/201078]

**12 FEVRIER 2004. — Décret relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> maisons d'accueil : tout établissement offrant une capacité d'hébergement d'au moins dix personnes en difficultés sociales et assurant, à titre habituel, les missions visées à l'article 4, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou de logement, ont pour objectif une prise en charge thérapeutique, sont temporairement créés pour répondre à des événements de nature exceptionnelle ou constituent des initiatives d'accueil développées par un C.P.A.S. en application de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 réglant le remboursement par l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile des frais relatifs à l'aide matérielle accordée par les centres publics d'aide sociale à un demandeur d'asile indigent hébergé dans une initiative locale d'accueil;

2<sup>o</sup> maisons de vie communautaire : tout établissement offrant une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales et assurant, à titre habituel, les missions visées à l'article 5, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou de logement, ont pour objectif une prise en charge thérapeutique ou constituent des initiatives d'accueil développées par un C.P.A.S. en application de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 réglant le remboursement par l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile des frais relatifs à l'aide matérielle accordée par les centres publics d'aide sociale à un demandeur d'asile indigent hébergé dans une initiative locale d'accueil;

3<sup>o</sup> abris de nuit : tout établissement offrant une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales et assurant la mission visée à l'article 6, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou sont créés temporairement pour répondre à des événements de nature exceptionnelle;

4<sup>o</sup> maisons d'hébergement de type familial : tout établissement offrant une capacité d'hébergement de moins de dix personnes en difficultés sociales et assurant, à titre habituel, la mission visée à l'article 7, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou de logement, ont pour objectif une prise en charge thérapeutique, sont temporairement créés pour répondre à des événements de nature exceptionnelle ou constituent des initiatives d'accueil développées par un C.P.A.S. en application de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 réglant le remboursement par l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile des frais relatifs à l'aide matérielle accordée par les centres publics d'aide sociale à un demandeur d'asile indigent hébergé dans une initiative locale d'accueil;

5<sup>o</sup> personnes en difficultés sociales : les majeurs, les mineurs émancipés, les pères mineurs, les mères mineures et les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité psychosociale ou matérielle, et se trouvant dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants qui les accompagnent;

6<sup>o</sup> pour les maisons d'hébergement de type familial, ne sont pas considérées comme personnes en difficultés sociales les personnes qui se situent dans un lien de parenté ou d'alliance comptant avec le gestionnaire ou le directeur moins de cinq degrés;

7<sup>o</sup> titre de fonctionnement : un agrément, une autorisation provisoire de fonctionnement ou un accord de principe;

8<sup>o</sup> équipements collectifs : une cuisine, une salle à manger ou un salon commun constituant, pour les hébergés qui le souhaitent, un lieu de rencontre et de convivialité;

9<sup>o</sup> hébergés : les personnes en difficultés sociales qui séjournent dans un établissement visé aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>;

10<sup>o</sup> bénéficiaires : les personnes qui peuvent être prises en compte dans la détermination du taux d'occupation des établissements visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>;

11<sup>o</sup> directeur : la personne responsable de la gestion journalière;

12<sup>o</sup> projet d'accompagnement collectif : l'ensemble des objectifs et moyens définis par une maison d'accueil ou une maison de vie communautaire pour l'accomplissement des missions visées à l'article 4 ou 5;

13<sup>o</sup> projet d'accompagnement individualisé : l'ensemble des objectifs et moyens définis dans un contrat d'adhésion entre la maison d'accueil ou la maison de vie communautaire, l'hébergé et, le cas échéant, un intervenant social extérieur, afin de mettre en place une dynamique de socialisation et de développer une série d'outils indispensables pour permettre à l'hébergé de vivre de manière autonome;

14<sup>o</sup> projet d'hébergement collectif : l'ensemble des objectifs et moyens définis par un abri de nuit pour l'accomplissement des missions visées à l'article 6;

15<sup>o</sup> taux d'occupation : la moyenne mensuelle, établie sur une période fixée par le Gouvernement, des nuits de présence des bénéficiaires dans les établissements visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>;

16<sup>o</sup> Commission : la Commission consultative relative à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

**Art. 3.** Ne peuvent être exploitées sans un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement délivré par le Gouvernement :

- 1° toute maison d'accueil;
- 2° toute maison de vie communautaire;
- 3° toute maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de plus de trois personnes en difficultés sociales.

Ne peut être exploité sans un agrément, une autorisation provisoire de fonctionnement ou un accord de principe délivré par le Gouvernement tout abri de nuit.

Les exploitants des maisons d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de moins de quatre personnes en difficultés sociales peuvent demander un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement.

#### CHAPITRE II. — *Des missions*

**Art. 4.** Les maisons d'accueil ont pour mission d'assurer aux personnes en difficultés sociales un accueil, un hébergement limité dans le temps dans une structure dotée d'équipements collectifs, ainsi qu'un accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie.

**Art. 5.** Les maisons de vie communautaire ont pour mission d'assurer aux personnes en difficultés sociales ayant séjourné préalablement en maison d'accueil ou dans une structure exerçant la même mission et agréée par la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française ou une autorité publique d'un Etat limitrophe, un hébergement de longue durée dans une structure dotée d'équipements collectifs ainsi qu'un accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie.

**Art. 6.** Les abris de nuit ont pour mission d'assurer inconditionnellement, sous réserve de l'article 32, aux personnes en difficultés sociales dépourvues de logement un hébergement collectif d'urgence pour la nuit.

**Art. 7.** Les maisons d'hébergement de type familial ont pour mission d'assurer aux personnes en difficultés sociales un hébergement limité dans le temps.

#### CHAPITRE III. — *Des titres de fonctionnement*

##### Section I<sup>re</sup>. — De l'agrément

##### Sous-section I<sup>re</sup>. — Des conditions d'agrément

**Art. 8.** Pour être agréés, les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire, les abris de nuit et les maisons d'hébergement de type familial doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° avoir leur(s) siège(s) d'activités en Région wallonne;
- 2° exercer leurs missions sans opérer, à l'égard des personnes en difficultés sociales, de distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou d'orientation sexuelle, et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés;
- 3° avoir un directeur titulaire d'un certificat de bonnes vie et mœurs exempt de toute condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle incompatible avec l'exercice de la fonction.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Outre les conditions visées à l'article 8, les maisons d'accueil doivent, pour être agréées, répondre aux conditions suivantes :

- 1° être organisées par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;
- 2° disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins dix personnes en difficultés sociales;
- 3° disposer d'un projet d'accompagnement collectif;
- 4° disposer, avec les professionnels ou les services nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, de conventions définissant les engagements de ceux-ci en matière d'accompagnement social, financier et administratif des hébergés;
- 5° disposer de conventions établissant qu'elles sont en mesure de faire appel, en cas de besoin, à des professionnels ou des services actifs en matière psychologique ou médicale;
- 6° demander aux hébergés, à l'exception de ceux placés avec frais par une autorité judiciaire ou un service de l'aide à la jeunesse, une participation financière;
- 7° la participation financière ne peut dépasser les deux tiers des ressources de l'hébergé et est fonction des services offerts;
- 8° ne pas imposer aux hébergés la participation à des activités économiques organisées directement par elles-mêmes.

§ 2. Outre les conditions visées à l'article 8, les maisons de vie communautaire doivent, pour être agréées, répondre aux conditions suivantes :

- 1° être organisées par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;
- 2° disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales;
- 3° disposer d'un projet d'accompagnement collectif;
- 4° disposer, avec les professionnels ou les services nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, notamment les maisons d'accueil, de conventions définissant les engagements de ceux-ci en matière d'accompagnement social, financier et administratif des hébergés;
- 5° disposer de conventions établissant qu'elles sont en mesure de faire appel, en cas de besoin, à des professionnels ou des services actifs en matière psychologique ou médicale;
- 6° demander aux hébergés une participation financière ne pouvant pas dépasser les deux tiers de leurs ressources;
- 7° la participation financière est fonction des services offerts;
- 8° tenir un registre reprenant les coordonnées de la maison d'accueil ou de la structure exerçant la même mission et agréée par les autres autorités publiques d'où provient l'hébergé.

§ 3. Outre les conditions visées à l'article 8, les abris de nuit doivent, pour être agréés, répondre aux conditions suivantes :

1° être organisés par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;

2° être ouverts au minimum :

a. du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> mars;

b. de 22 heures à 7 heures;

3° ne pas accueillir, pendant la journée, les personnes en difficultés sociales y ayant passé la nuit;

4° disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales;

5° disposer d'un projet d'hébergement collectif;

6° disposer de conventions avec une ou plusieurs maisons d'accueil, définissant les modalités d'orientation des hébergés vers celles-ci ainsi que les modalités de leur prise en charge;

7° disposer, s'il existe dans la commune de leur siège d'activités un relais social tel que visé par le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale ou, à défaut, un service chargé de la gestion de l'urgence sociale, de conventions avec ceux-ci, définissant les modalités de l'accueil et de la prise en charge des personnes en difficultés sociales;

8° ne pas réclamer de participation financière aux hébergés.

§ 4. Outre les conditions visées à l'article 8, les maisons d'hébergement de type familial doivent, pour être agréées, répondre aux conditions suivantes :

1° être organisées par une personne physique, une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;

2° disposer d'une capacité d'hébergement de maximum neuf personnes en difficultés sociales;

3° établir des collaborations leur permettant de faire appel, en cas de besoin, à des professionnels ou des services actifs en matière sociale, psychologique ou médicale;

4° établir, avec des professionnels ou des services actifs dans le secteur de l'hébergement, notamment les maisons d'accueil et les services offrant des logements à caractère social, des collaborations portant sur les modalités d'accès des hébergés à ces professionnels et à ces services;

5° demander aux hébergés une participation financière ne pouvant pas dépasser la moitié de leurs ressources;

6° la participation financière est fonction des services offerts;

7° tenir un registre de la participation financière acquittée par les hébergés ainsi que de leurs ressources;

8° offrir aux hébergés une durée de séjour d'au maximum cent quatre-vingts jours.

§ 5. Le Gouvernement détermine :

1° les modalités d'élaboration et d'évaluation et le modèle du projet d'accompagnement collectif visé aux §§ 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et 2, 3<sup>o</sup>;

2° le modèle et les modalités d'évaluation du projet d'hébergement collectif visé au § 3, 5<sup>o</sup>;

3° les services pris en compte pour le calcul de la participation financière visée aux §§ 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, 2, 6<sup>o</sup>, et 4, 5<sup>o</sup>, ainsi que leur prix;

4° les ressources à prendre en considération pour l'application des §§ 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, 2, 6<sup>o</sup>, et 4, 5<sup>o</sup>.

**Art. 10.** Le Gouvernement détermine pour les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire et les maisons d'hébergement de type familial les conditions d'agrément relatives aux locaux et à la sécurité.

Le Gouvernement détermine pour les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire les conditions d'agrément relatives aux équipements et au personnel.

Le Gouvernement peut déterminer pour les abris de nuit les conditions d'agrément relatives aux locaux, à la sécurité, aux équipements et au personnel.

#### Sous-section 2. — De la procédure d'agrément

**Art. 11.** La demande d'agrément d'une maison d'accueil, d'une maison de vie communautaire, d'un abri de nuit ou d'une maison d'hébergement de type familial est introduite auprès du Gouvernement.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément des maisons d'accueil et des maisons de vie communautaire. Ce dossier comporte au moins :

1° l'identité du pouvoir organisateur, son adresse et, si le pouvoir organisateur est une association sans but lucratif ou une fondation, les statuts de celles-ci et leurs éventuelles modifications parus au *Moniteur belge*, ainsi que leur numéro d'identification au registre des personnes morales;

2° le nom et les qualifications du directeur et des membres du personnel, ainsi qu'une description de leurs fonctions et, s'il échet, une copie de leurs diplômes;

3° le nombre total de personnes pouvant bénéficier des services offerts par le pouvoir organisateur de l'établissement, à quelque titre que ce soit;

4° le nombre d'hébergés pour lequel l'agrément est demandé;

5° un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;

6° une attestation de sécurité délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre;

7° le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et les devoirs des hébergés, du directeur et du pouvoir organisateur;

8° le projet d'accompagnement collectif;

9° les conventions visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, et § 2, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>.

En ce qui concerne les maisons d'accueil, le dossier de demande comporte, en outre, l'indication des actions spécifiques visées à l'article 15, § 2, alinéa 2, que la maison d'accueil est susceptible de développer en faveur des hébergés.

§ 2. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément des abris de nuit. Ce dossier comporte au moins :

1° l'identité du pouvoir organisateur, son adresse et, si le pouvoir organisateur est une association sans but lucratif ou une fondation, les statuts de celles-ci et leurs éventuelles modifications parus au *Moniteur belge*, ainsi que leur numéro d'identification au Registre des personnes morales;

2° le nom et les qualifications du directeur et, s'il en existe, des membres du personnel, ainsi qu'une description de leurs fonctions et une copie de leurs diplômes;

3° le nombre d'hébergés pour lequel l'agrément est demandé;

4° un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;

5° une attestation de sécurité délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre;

6° le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et les devoirs des hébergés, du directeur et du pouvoir organisateur;

7° les horaires et la période d'ouverture;

8° le projet d'hébergement collectif;

9° les conventions visées à l'article 9, § 3, 6° et 7°.

§ 3. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément des maisons d'hébergement de type familial. Ce dossier comporte au moins :

1° l'identité du pouvoir organisateur, son adresse et, si le pouvoir organisateur est une association sans but lucratif ou une fondation, les statuts de celles-ci et leurs éventuelles modifications parus au *Moniteur belge*, ainsi que leur numéro d'identification au registre des personnes morales;

2° le nom et les qualifications du directeur et, s'il en existe, des membres du personnel, ainsi qu'une description de leurs fonctions et une copie de leurs diplômes;

3° une présentation de l'initiative, précisant les motivations du gestionnaire et les objectifs poursuivis par celui-ci;

4° le nombre d'hébergés pour lequel l'agrément est demandé;

5° un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;

6° une attestation de sécurité délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre;

7° le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et les devoirs des hébergés, du directeur et du pouvoir organisateur;

8° tout document permettant d'établir que la maison d'hébergement de type familial est en mesure de respecter les obligations portées par l'article 9, § 4, 3° et 4°.

§ 4. Le Gouvernement détermine les modalités d'élaboration et le modèle du règlement d'ordre intérieur visé aux §§ 1<sup>er</sup>, 7°, 2, 6°, et 3, 7°, ainsi que le modèle d'attestation-incendie visé aux §§ 1<sup>er</sup>, 6°, 2, 5°, et 3, 6°.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément est accordé par le Gouvernement, sur avis de la Commission, pour un terme de quatre ans maximum.

L'agrément détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit et de la maison d'hébergement de type familial.

L'agrément est renouvelable à la demande de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit ou de la maison d'hébergement de type familial.

§ 2. Sur avis de la Commission, l'agrément peut être suspendu, réduit ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions prises en vertu de celui-ci.

La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouvelles personnes en difficultés sociales. La réduction a pour effet de diminuer la capacité d'hébergement.

§ 3. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension, de réduction et de retrait de l'agrément.

Il fixe les modalités de recours en cas de refus, de suspension, de réduction ou de retrait de l'agrément. Le recours n'est pas suspensif.

#### Section 2. — De l'autorisation provisoire de fonctionnement et de l'accord de principe

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement accorde, sur avis de la Commission, une autorisation provisoire de fonctionnement d'une durée d'un an :

1° à toute maison d'accueil qui introduit une demande conforme à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, et qui répond aux conditions visées aux articles 8 et 9, § 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 6° et 7°;

2° à toute maison de vie communautaire qui introduit une demande conforme à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, et qui répond aux conditions visées aux articles 8 et 9, § 2, 1°, 2°, 6° et 7°;

3° à tout abri de nuit qui introduit une demande conforme à l'article 12, § 2, et qui répond aux conditions visées aux articles 8 et 9, § 3, 1°, 2°, 4° et 8°;

4° à toute maison d'hébergement de type familial qui introduit une demande conforme à l'article 12, § 3, et qui répond aux conditions visées aux articles 8 et 9, § 4, 1°, 2°, 5°, 6° et 7°.

L'autorisation provisoire de fonctionnement détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit et de la maison d'hébergement de type familial.

Elle peut être prolongée si des travaux de sécurité le justifient et si le demandeur démontre qu'il est à même de mener à terme ces travaux dans un délai qui ne peut excéder un an.

Si, au terme du premier délai fixé ou au terme de sa prolongation, aucun refus d'agrément n'est intervenu, l'agrément est réputé accordé, sauf dans l'hypothèse où l'autorisation provisoire de fonctionnement :

1° a été ou est suspendue;

2° a fait l'objet d'une réduction.

§ 2. En cas d'urgence, lorsque la capacité d'hébergement des abris de nuit agréés dans la commune ou les communes limitrophes ne suffit pas à répondre aux demandes d'hébergement des personnes en difficultés sociales dépourvues de logement, le Gouvernement accorde un accord de principe à tout abri de nuit qui introduit une demande conforme à l'article 12, § 2, à l'exception des points 4<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, et qui répond aux conditions visées aux articles 8 et 9, § 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

L'accord de principe détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de l'abri de nuit.

La durée de l'accord de principe est de quatre mois au maximum.

Il n'est pas renouvelable.

§ 3. L'autorisation provisoire de fonctionnement et l'accord de principe peuvent être suspendus, réduits ou retirés pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions prises en vertu de celui-ci.

L'avis de la Commission est requis en cas de suspension, réduction ou retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement.

La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouvelles personnes en difficultés sociales. La réduction a pour effet de diminuer la capacité d'hébergement.

§ 4. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi et de prolongation de l'autorisation provisoire de fonctionnement, ainsi que la procédure d'octroi de l'accord de principe.

Il fixe la procédure de suspension, de réduction ou de retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement et de l'accord de principe.

Il fixe les modalités de recours en cas de refus, de suspension, de réduction ou de retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement et de l'accord de principe.

#### CHAPITRE IV. — *Du subventionnement*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires, et sur avis de la Commission, le Gouvernement alloue aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire disposant d'un titre de fonctionnement, dans le cadre de la programmation prévue à l'article 16, des subventions couvrant des dépenses de personnel.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, et sur avis de la Commission, il peut également allouer aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire qui bénéficient de subventions couvrant des dépenses de personnel, des subventions couvrant des frais de fonctionnement.

Dans la limite des crédits budgétaires, et sur avis de la Commission, il peut, en outre, allouer aux maisons d'accueil :

1<sup>o</sup> des subventions couvrant des frais de personnel pour la réalisation d'actions spécifiques relatives à :

a. l'accompagnement des enfants;

b. l'accueil d'urgence et/ou l'accueil 24 heures sur 24;

2<sup>o</sup> des subventions couvrant des frais de personnel et/ou de fonctionnement pour la réalisation d'actions spécifiques relatives au post-hébergement.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités et les conditions d'octroi des subventions visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 16.** Le Gouvernement détermine, pour les maisons d'accueil et pour les maisons de vie communautaire, une programmation du nombre maximal de personnes en difficultés sociales qui peut être pris en considération pour l'octroi des subventions visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>.

Cette programmation distingue les personnes selon la classification suivante :

1<sup>o</sup> hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;

2<sup>o</sup> hommes ou femmes accompagnés d'enfants.

Elle est établie par province et tient compte des facteurs suivants :

1<sup>o</sup> la superficie;

2<sup>o</sup> le nombre de personnes bénéficiaires du revenu d'intégration sociale.

La programmation peut également prendre en considération des facteurs d'ordre conjoncturel ayant pour conséquence une augmentation du nombre de personnes en difficultés sociales dans une ou plusieurs provinces.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Sur avis de la Commission, le subventionnement visé à l'article 15, §§ 1<sup>er</sup> et 2, alinéa 1<sup>er</sup>, d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire peut être réduit ou supprimé par le Gouvernement :

1<sup>o</sup> lorsque le taux d'occupation minimal fixé par le Gouvernement n'est pas atteint;

2<sup>o</sup> lorsque les conditions d'octroi de subventions visées à l'article 15, § 3, ne sont plus remplies;

3<sup>o</sup> en cas de non-respect des dispositions des articles 20, 21, 22 et 25 à 30.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure de réduction et de suppression du subventionnement.

Il fixe les modalités de recours en cas de réduction et de suppression du subventionnement. Le recours est suspensif.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul du taux d'occupation d'une maison d'accueil, ne sont pas considérées comme bénéficiaires :

1<sup>o</sup> les personnes âgées de plus de soixante ans au jour de l'accueil à partir de la quatrième d'entre elles;

2<sup>o</sup> les personnes qui ont dépassé la période de séjour prévue dans leur projet d'accompagnement individualisé. Cette période ne peut dépasser deux cent septante-cinq nuits.

§ 2. Sur la base d'une demande dûment motivée, le Gouvernement peut, lorsque la situation du bénéficiaire le justifie, accorder une prolongation de la durée d'hébergement visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, lorsque celle-ci dépasse deux cent septante-cinq nuits.

La demande de prolongation est introduite, sous peine d'irrecevabilité, dans le mois qui précède la date d'expiration de la durée de séjour visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La prolongation ne peut dépasser nonante nuits. Elle peut être renouvelée deux fois.

Le Gouvernement détermine le modèle de formulaire de demande.

#### CHAPITRE V. — *Du fonctionnement*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes*

**Art. 19.** Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, § 2, 6<sup>o</sup>, et § 3, 7<sup>o</sup>, est affiché dans un lieu accessible aux demandeurs d'accueil et aux hébergés.

Un exemplaire en est remis aux hébergés dès leur arrivée.

##### *Section 2. — Dispositions spécifiques aux maisons d'accueil, aux maisons de vie communautaire et aux maisons d'hébergement de type familial*

**Art. 20.** Au moins une fois par semaine, l'hébergé est tenu informé par écrit de sa situation financière au sein de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire ou de la maison d'hébergement de type familial.

##### *Section 3. — Dispositions spécifiques aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire*

**Art. 21.** La maison d'accueil ou la maison de vie communautaire ouvre un dossier individuel ou familial pour tout hébergé.

Ce dossier comprend les documents administratifs et financiers relatifs à la situation de l'hébergé.

Il est accessible, sous réserve de ce qui relève du secret professionnel, à l'hébergé. Il est également accessible aux fonctionnaires visés à l'article 33.

**Art. 22.** En collaboration avec l'hébergé, la maison d'accueil et la maison de vie communautaire élaborent, dans les trente jours de son arrivée, un projet d'accompagnement individualisé.

Le projet d'accompagnement individualisé prévoit une programmation de sa réalisation dans le temps.

Il est établi en autant d'exemplaires qu'il y a de parties prenantes dans ce projet. Un exemplaire en est remis à l'hébergé.

Le Gouvernement détermine le modèle du projet d'accompagnement individualisé.

**Art. 23.** Toute fin de séjour provoquée à l'initiative d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire agréée est inscrite dans un registre. Ce registre reprend l'identité de la ou des personnes concernées, la date de leur départ, leur destination lorsque cette dernière est connue, ainsi que les raisons ayant conduit à prendre la décision de fin du séjour.

**Art. 24.** Les membres du personnel subventionné de la maison d'accueil et de la maison de vie communautaire suivent une formation continuée selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 25.** Dans chaque maison d'accueil ou maison de vie communautaire, il est créé un conseil des hébergés qui se réunit au moins une fois par mois.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de ce conseil, celui-ci reçoit le soutien logistique et organisationnel du personnel de la maison d'accueil ou de la maison de vie communautaire.

Le conseil est composé des hébergés. Le directeur ou son représentant peut assister aux réunions du conseil.

Le conseil des hébergés donne des avis et fait des suggestions, notamment au sujet du fonctionnement de l'établissement, de l'organisation des services et du projet d'accompagnement collectif.

##### *Section 4. — Dispositions spécifiques aux maisons d'accueil*

**Art. 26.** Pour chaque personne ou famille hébergée, la maison d'accueil rédige un rapport social après six mois de séjour.

Le rapport social est destiné à présenter l'évolution du ou des hébergés dans la perspective d'un départ, d'une orientation vers une maison de vie communautaire et/ou d'une réinsertion.

Ce rapport est versé dans le dossier visé à l'article 21.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. La maison d'accueil est tenue d'héberger toute personne qui en fait la demande, sauf dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> lorsque la capacité maximale d'hébergement est atteinte;

2<sup>o</sup> lorsqu'il apparaît que l'hébergement de la personne est susceptible de mettre en péril la réalisation du projet d'accompagnement collectif;

3<sup>o</sup> lorsqu'il apparaît que la réponse à donner aux problèmes rencontrés par la personne ne relève pas de l'hébergement dans une maison d'accueil.

§ 2. Dans les cas visés au § 1<sup>er</sup>, la maison d'accueil est néanmoins tenue de faire les démarches nécessaires pour que la personne puisse être prise en charge par un service compétent.

§ 3. La maison d'accueil tient un registre des demandes non rencontrées où sont indiquées les raisons pour lesquelles l'hébergement n'a pas été offert, ainsi que les démarches effectuées pour répondre aux besoins des demandeurs visés au § 2.

##### *Section 5. — Dispositions spécifiques aux maisons de vie communautaire*

**Art. 28.** Ne peuvent séjourner dans une maison de vie communautaire :

1<sup>o</sup> les personnes qui, selon le rapport social visé à l'article 26 ou établi par une structure exerçant la même mission qu'une maison d'accueil et agréée par la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française ou une autorité publique d'un Etat limitrophe, ne nécessitent pas un accompagnement de longue durée;

2<sup>o</sup> plus de trois personnes âgées de plus de soixante ans au jour de leur entrée dans la maison.

**Art. 29.** La maison de vie communautaire revoit annuellement, en collaboration avec l'hébergé, le projet d'accompagnement individualisé en fonction de l'évolution de la personne.

Le projet ainsi revu est versé dans le dossier visé à l'article 21.

**Art. 30.** L'article 27, § 1<sup>er</sup>, à l'exception du 3<sup>o</sup>, et § 3, est applicable aux maisons de vie communautaire.

*Section 6. — Dispositions spécifiques aux maisons d'hébergement de type familial*

**Art. 31.** Dès l'arrivée de l'hébergé, la maison d'hébergement de type familial inscrit son nom dans un cahier de présences contresigné par celui-ci.

Le Gouvernement établit le modèle de cahier de présences.

*Section 7. — Dispositions spécifiques aux abris de nuit*

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. L'abri de nuit est tenu d'héberger toute personne qui en fait la demande, sauf dans les cas suivants :

- 1<sup>o</sup> lorsque la capacité maximale d'hébergement est atteinte;
- 2<sup>o</sup> lorsqu'il apparaît que l'hébergement de la personne est susceptible de mettre en péril la réalisation du projet d'hébergement collectif;
- 3<sup>o</sup> lorsqu'il apparaît que la réponse à donner aux problèmes rencontrés par la personne ne relève pas de l'hébergement dans un abri de nuit;
- 4<sup>o</sup> lorsque la durée maximale d'hébergement éventuellement prévue par l'abri de nuit est atteinte.

§ 2. Dans les cas visés au § 1<sup>er</sup>, l'abri de nuit est néanmoins tenu de fournir les coordonnées des services d'urgence sociale, abris de nuit ou maisons d'accueil les plus proches, ainsi que de donner les itinéraires pour y accéder.

*CHAPITRE VI. — Du contrôle*

**Art. 33.** Le contrôle administratif, financier et qualitatif des établissements bénéficiant d'un titre de fonctionnement dans le cadre du présent décret est assuré par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Dans l'exercice de leurs missions, ils peuvent :

- 1<sup>o</sup> procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :
  - a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
  - b. se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;
- 2<sup>o</sup> dresser des procès-verbaux de constatation d'infractions qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits aux gestionnaires et à l'auteur des faits.

En cas de visite dans des locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne hébergée en danger le requiert, les fonctionnaires visés ci-avant n'ont accès à ces locaux qu'en vertu d'une autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

Le fonctionnaire délégué pourra fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois. Il en informe le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année, pour le 30 avril, les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire transmettent à l'administration un rapport d'activités relatif à l'année civile antérieure, comprenant notamment :

- 1<sup>o</sup> un descriptif du travail social réalisé;
- 2<sup>o</sup> une évaluation de leurs activités, avec mention des collaborations existantes;
- 3<sup>o</sup> le nombre des hébergés;
- 4<sup>o</sup> la liste des membres du personnel occupé dans le cadre du présent décret, avec leurs qualifications, les échelles barémiques appliquées et leur taux d'occupation, ainsi qu'une liste du personnel engagé dans le cadre des activités spécifiques avec leurs qualifications et leur statut juridique;
- 5<sup>o</sup> le plan comptable normalisé ou, s'il s'agit d'un service public, le plan établi suivant les règles de comptabilité qui lui sont applicables, pour autant que celles-ci permettent d'isoler les recettes et les dépenses de la maison d'accueil et de la maison de vie communautaire;
- 6<sup>o</sup> le compte des recettes et des dépenses et le bilan;
- 7<sup>o</sup> le nombre de demandes d'hébergement non rencontrées.

Le rapport d'activités des maisons d'accueil indique, en outre, la durée d'hébergement des bénéficiaires.

§ 2. Les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire transmettent à l'administration toutes modifications de leurs statuts intervenues postérieurement à l'octroi de leur titre de fonctionnement et qui sont relatives aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année, pour le 30 avril, les abris de nuit et les maisons d'hébergement de type familial agréés transmettent à l'administration un rapport d'activités relatif à l'année civile antérieure, comprenant notamment :

- 1<sup>o</sup> le nombre des hébergés;
- 2<sup>o</sup> le cas échéant, la liste des membres du personnel occupé dans le cadre du présent décret, avec leurs qualifications;
- 3<sup>o</sup> le nombre de demandes d'hébergement non rencontrées.

§ 2. Les abris de nuit et les maisons d'hébergement de type familial transmettent à l'administration toutes modifications de leurs statuts intervenues postérieurement à l'octroi de leur titre de fonctionnement et qui sont relatives aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne intéressée peut adresser au Gouvernement, à l'administration ou au bourgmestre une plainte relative au fonctionnement d'une maison d'accueil, d'une maison de vie communautaire, d'un abri de nuit ou d'une maison d'hébergement de type familial.

Toute plainte visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les huit jours.

§ 2. Le bourgmestre ou l'administration à qui une plainte a été adressée en informe sans délai :

1<sup>o</sup> le Gouvernement;

2<sup>o</sup> le gestionnaire de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit ou de la maison d'hébergement de type familial.

L'administration informe également le gestionnaire de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit ou de la maison d'hébergement de type familial des plaintes qui ont été adressées au Gouvernement.

§ 3. Lorsqu'une médiation s'avère possible, le bourgmestre peut agir en conciliation et formuler les recommandations qui lui semblent de nature à apporter une solution aux difficultés de fonctionnement.

§ 4. Le bourgmestre ou le fonctionnaire qu'il délègue peut visiter la maison d'accueil, la maison de vie communautaire, l'abri de nuit ou la maison d'hébergement de type familial.

En cas de visite de locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, il requiert l'autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

§ 5. Le bourgmestre ou l'administration adressent au Gouvernement un rapport sur les informations qu'ils ont pu recueillir.

Le gestionnaire de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit ou de la maison d'hébergement de type familial informe sans délai le bourgmestre et l'administration des suites réservées à la plainte.

Le Gouvernement, l'administration ou le bourgmestre informe le plaignant et le gestionnaire de la suite réservée à la plainte.

#### CHAPITRE VII. — *Sanctions*

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1.000 euros ou d'une de ces peines seulement les personnes qui gèrent une maison d'accueil, une maison de vie communautaire, un abri de nuit ou une maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement supérieure à trois lits soit sans avoir obtenu un titre de fonctionnement, soit en contravention avec une décision de refus, de retrait d'agrément ou de fermeture, soit en cas de non-respect caractérisé des conditions d'agrément en portant atteinte gravement à la protection, à la sécurité ou à la santé des personnes hébergées ou qui mentionnent indûment l'agrément.

§ 2. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 25 à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

1<sup>o</sup> celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans une maison d'accueil, une maison de vie communautaire ou une maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement supérieure à trois lits :

a. gère de façon non individualisée les comptes des personnes hébergées;

b. par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à une personne hébergée;

c. administre les fonds ou biens des hébergés, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues en accord avec ces derniers;

2<sup>o</sup> celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un abri de nuit :

a. par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à une personne hébergée;

b. administre les fonds ou biens des hébergés, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues en accord avec ces derniers.

#### CHAPITRE VIII. — *De la fermeture*

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence la fermeture d'une maison d'accueil, d'une maison de vie communautaire, d'un abri de nuit ou d'une maison d'hébergement de type familial dont la capacité d'hébergement est supérieure à trois lits lorsque :

1<sup>o</sup> un manquement aux règles fixées par ou en vertu du présent décret porte gravement atteinte aux droits, à la sécurité ou à la santé des hébergés;

2<sup>o</sup> des motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité le justifient.

La décision de fermeture peut ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Il peut être mis fin à la décision de fermeture si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

Le Gouvernement fixe les règles selon lesquelles un recours peut être exercé contre la décision de fermeture d'urgence.

Ce recours n'est pas suspensif.

§ 2. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement ordonne la fermeture des maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit ou maisons d'hébergement de type familial dont la capacité d'hébergement est supérieure à trois lits qui fonctionnent sans titre de fonctionnement.

**Art. 39.** Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture et de procéder aux fermetures qui découlent des décisions de refus ou de retrait d'un titre de fonctionnement.

Il veille à l'application de toutes les mesures nécessaires à cet effet.

A cette fin, il peut procéder à l'évacuation des personnes en difficultés sociales et requérir le centre public d'aide sociale pour assurer l'accueil et l'hébergement urgents de celles-ci.

CHAPITRE IX. — *De la Commission consultative relative aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial*

**Art. 40.** Il est créé une Commission consultative relative aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial.

Outre la mission de rendre des avis en application des articles 13, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 14, §§ 1<sup>er</sup> et 3, alinéa 2, 15, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 17, § 1<sup>er</sup>, la Commission est chargée de donner au Gouvernement, d'initiative ou à la demande de celui-ci, un avis sur toute matière relevant du présent décret.

En juin de chaque année, elle transmet au Gouvernement, qui l'adresse au Conseil régional wallon, un rapport contenant une évaluation du secteur des maisons d'accueil, des maisons de vie communautaire, des abris de nuit et des maisons d'hébergement de type familial, ainsi qu'une liste des problèmes rencontrés et des propositions de solutions.

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement nomme les membres de la Commission pour un terme renouvelable de quatre ans. Celle-ci est composée de :

1° six représentants des maisons d'accueil, choisis sur présentation des fédérations représentatives du secteur;

2° un représentant des maisons de vie communautaire;

3° un représentant des abris de nuit;

4° le cas échéant, un représentant des maisons d'hébergement de type familial;

5° trois travailleurs du secteur des maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et abris de nuit, choisis sur présentation des organisations représentatives des travailleurs;

6° quatre personnes, choisies en raison de leurs compétences particulières en matière d'insertion sociale, dont :

a. un travailleur social de centre public d'aide sociale;

b. un travailleur social du secteur associatif;

c. deux experts universitaires;

7° un représentant de la Fédération des centres publics d'aide sociale;

8° un représentant du secteur de l'aide à la jeunesse;

9° trois délégués du Gouvernement;

10° un délégué de l'administration.

Le Gouvernement peut désigner également, pour chaque membre effectif, un suppléant.

§ 2. Les membres visés au § 1<sup>er</sup>, 9° et 10°, siègent avec voix consultative.

§ 3. Sur proposition de la Commission, le Gouvernement désigne le président et le vice-président parmi les membres visés au § 1<sup>er</sup>, 1° à 6°.

§ 4. Le secrétariat de la Commission est assuré par le membre visé au § 1<sup>er</sup>, 10°.

**Art. 42.** Le Gouvernement fixe le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres de la Commission.

La Commission fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 43.** Par dérogation à l'article 2, 1°, 2° et 4°, sont considérés comme maisons d'accueil, maisons de vie communautaire ou maisons d'hébergement de type familial les services ou institutions qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, sont agréés en tant que centres d'accueil pour adultes ou maisons maternelles et qui :

1° bénéficient, pour partie ou totalité de leurs infrastructures agréées d'hébergement, d'une aide en matière de logements de transit tels que visés par les articles 31 et 56 du Code wallon du logement;

2° ayant bénéficié de l'aide visée au 1°, bénéficient à nouveau de celle-ci en vue de rénover ou de restructurer partiellement ou totalement leurs infrastructures agréées d'hébergement.

Par dérogation à l'article 2, 1°, 2° et 4°, les maisons d'accueil, maisons de vie communautaire ou maisons d'hébergement de type familial qui bénéficient d'une aide en matière de logements de transit conservent leur qualité de maisons d'accueil, maisons de vie communautaire ou maisons d'hébergement de type familial.

**Art. 44.** Le chapitre 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives est abrogé.

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Les centres d'accueil pour adultes agréés sur la base du chapitre 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives sont considérés, jusqu'à l'expiration du délai de validité de leur agrément, comme agréés au sens du présent décret.

§ 2. Les maisons maternelles agréées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à la date du 30 septembre 2000 peuvent continuer à fonctionner à la condition d'introduire une demande d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement conforme à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, ou à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, et pour autant que la décision du Gouvernement relative à cette demande soit, compte tenu du respect des conditions d'agrément ou d'autorisation provisoire, favorable.

§ 3. Les structures d'hébergement visées par le présent décret qui existent au jour de l'entrée en vigueur de celui-ci et ne disposent pas de l'agrément visé aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, peuvent continuer à fonctionner à la condition d'introduire une demande d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement conforme à l'article 12, §§ 1<sup>er</sup> ou 3, ou à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, et pour autant que la décision du Gouvernement relative à cette demande soit, compte tenu du respect des conditions d'agrément ou d'autorisation provisoire, favorable. Le Gouvernement peut prolonger de deux ans maximum le délai d'un an prévu par l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Les alinéas 3 et 4 de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, ne sont pas applicables à ces structures d'hébergement.

**Art. 46.** Aussi longtemps que la Commission visée au chapitre IX n'a pas été constituée, la Commission d'agrément et d'avis créée par l'article 25 du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives assume les missions de celle-ci.

**Art. 47.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil* 624 (2002-2003), n<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 11 février 2004.

Discussion. Vote.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1408

[2004/201078]

**12 FEBRUARI 2004. — Decreet betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° opvangtehuizen : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens tien in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 4 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake het verschaffen van een onderkomen en huisvesting, die een therapeutische begeleiding als doel hebben, tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen of opvanginitiatieven vormen uitgaande van een O.C.M.W. overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot regeling van de terugbetaling door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers van de kosten van de materiële hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige asielzoeker gehuisvest in een plaatselijk opvanginitiatief;

2° gemeenschapshuis : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 5 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake onderkomen en huisvesting, die een therapeutische begeleiding als doel hebben, tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen of opvanginitiatieven vormen uitgaande van een O.C.M.W. overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot regeling van de terugbetaling door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers van de kosten van de materiële hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige asielzoeker gehuisvest in een plaatselijk opvanginitiatief;

3° nachtasiel : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 6 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake onderkomen of tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen;

4° opvangtehuizen van het gezinstype : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens tien in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 7 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake onderkomen en huisvesting, die een therapeutische begeleiding als doel heeft, tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen of opvanginitiatieven vormen uitgaande van een O.C.M.W. overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot regeling van de terugbetaling door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers van de kosten van de materiële hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige asielzoeker gehuisvest in een plaatselijk opvanginitiatief;

5° in sociale moeilijkheden verkerende persoon : de meerderjarigen, de ontvoogde minderjarigen, de minderjarige vaders, de minderjarige moeders en de zwangere minderjarigen, gekenmerkt door een broos psychosociaal of materieel bestaan, en die onmogelijk zelfstandig kunnen leven, evenals de kinderen die met hen samenleven;

6° voor de opvangtehuizen van het gezinstype worden de personen die verwant of aanverwant in minder dan de vijfde graad zijn met de beheerder of de directeur niet als in sociale moeilijkheden verkerende personen beschouwd;

7° werkingstitel : een erkenning, een voorlopige werkingsvergunning of een beginselakkoord;

8° collectieve uitrustingen : een keuken, een gemeenschappelijke woonkamer of salon die voor de ondergebrachte personen die dat wensen, een plaats van ontmoeting en samenwoning vormen;

9° ondergebrachte personen : de in sociale moeilijkheden verkerende personen die in een inrichting bedoeld onder 1°, 2°, 3° en 4° verblijven;

10° gerechtigden : de personen die in rekening gebracht kunnen worden bij de berekening van de bezettingsgraad van de inrichtingen bedoeld onder 1° en 2°;

11° directeur : de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur;

12° collectief begeleidingsproject : alle doelstellingen en middelen die door een opvangtehuis of een gemeenschapshuis omschreven worden voor het volbrengen van de opdrachten bedoeld in artikel 4 of 5;

13° geïndividualiseerd begeleidingsproject : alle doelstellingen en middelen die in een aansluitingscontract omschreven worden tussen het opvangtehuis of het gemeenschapshuis, de ondergebrachte persoon en, in voorkomend geval, een externe maatschappelijk interveniënt, om een dynamisch socialiseringsproces op te starten en een reeks instrumenten tot stand te brengen die de ondergebrachte persoon opnieuw zelfstandig helpen te leven;

14° collectief project ter verschaffing van een onderkomen : alle doelstellingen middelen die omschreven worden door een nachtasiel om de opdrachten bedoeld in artikel 6 te volbrengen;

15° bezettingsgraad : het maandgemiddelde, vastgesteld over een door de regering vastgestelde periode, van de nachten waarin de gerechtigden in de inrichtingen bedoeld onder 1° en 2° aanwezig zijn;

16° commissie : de adviescommissie inzake de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van de in sociale moeilijkheden verkerende personen.

**Art. 3.** Zonder een erkenning of een voorlopige werkingsvergunning afgeleverd door de regering kunnen niet uitgebaat worden :

1° opvangtehuizen;

2° gemeenschapshuizen;

3° opvangtehuizen van het gezinstype met een huisvestingscapaciteit van meer dan drie in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Zonder een erkenning, een voorlopige werkingsvergunning of een beginselakkoord afgeleverd door de regering kunnen nachtasielen niet uitgebaat worden.

De uitbaters van opvangtehuizen van het gezinstype met een huisvestingscapaciteit van minder dan vier in sociale moeilijkheden verkerende personen kunnen een erkenning of een voorlopige werkingsvergunning aanvragen.

## HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

**Art. 4.** De opvangtehuizen hebben als doel in de opvang, in het in de tijd beperkte verschaffen van een onderkomen in een structuur met collectieve uitrustingen, evenals in een aangepaste begeleiding te voorzien ten aanzien van de in sociale moeilijkheden verkerende personen, om ze te helpen bij het verwerven of opnieuw verwerven van hun zelfstandigheid.

**Art. 5.** De gemeenschapshuizen hebben als doel de in sociale moeilijkheden verkerende personen die voorheen in een opvangtehuis of in een structuur verbleven met hetzelfde doel en erkend door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of een publieke overheid van een buurtstaat, een onderkomen van lange duur in een structuur met collectieve uitrustingen aan te bieden, evenals een aangepaste begeleiding om ze te helpen bij het verwerven of opnieuw verwerven van hun zelfstandigheid.

**Art. 6.** De nachtsielen hebben als doel de in sociale moeilijkheden verkerende personen die geen woning hebben, in geval van dringende hulp onvoorwaardelijk onder voorbehoud van artikel 32 een collectief nachtelijk onderkomen te verschaffen.

**Art. 7.** De opvangtehuizen van het gezinstype hebben als doel de in sociale moeilijkheden verkerende personen een in de tijd beperkt onderkomen te verschaffen.

### HOOFDSTUK III. — *Werkingstitels*

#### *Afdeling I. — Erkenning*

##### Onderafdeling I. — Erkenningsvoorwaarden

**Art. 8.** Om erkend te worden, dienen de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtsielen en de opvangtehuizen van het gezinstype aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° hun bedrijfszetel(s) in het Waalse Gewest hebben;

2° hun opdrachten vervullen zonder ten aanzien van de in sociale moeilijkheden verkerende personen een onderscheid te maken in nationaliteit, geloof, opinie of seksuele geaardheid, en met respect voor de ideologische, filosofische of geloofsovertuigingen van de belanghebbenden;

3° een directeur hebben die houder is van een bewijs van goed zedelijk gedrag vrij van elke veroordeling tot een criminele of correctionele straf die onverenigbaar zou zijn met de uitoefening van het ambt.

**Art. 9.** § 1. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 8 dienen de opvangtehuizen om erkend te worden te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° georganiseerd zijn door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;

2° over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens tien in sociale moeilijkheden verkerende personen;

3° over een collectief begeleidingsproject beschikken;

4° met de professionele sector of de diensten die noodzakelijk zijn voor het volbrengen van hun opdrachten, over overeenkomsten beschikken waarin de verbintenissen van bedoelde sector en diensten omschreven zijn wat betreft de maatschappelijke, financiële en bestuurlijke begeleiding van de ondergebrachte personen;

5° over overeenkomsten beschikken waarin vastgesteld wordt dat ze in staat zijn om in geval van nood een beroep te doen op de professionele sector of de diensten die actief zijn op psychologisch of medisch gebied;

6° van de ondergebrachte personen, met uitzondering van diegenen die door een gerechtelijke overheid zijn of een dienst voor jeugdzorg met overname van de kosten geplaatst zijn, een financiële bijdrage vragen;

7° de financiële bijdrage mag niet meer bedragen dan twee derde van de bestaansmiddelen van de ondergebrachte persoon en hangt van de aangeboden dienstverlening af;

8° de ondergebrachte personen niet verplichten om deel te nemen aan de bedrijfsactiviteiten die zij zelf rechtstreeks organiseren.

§ 2. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 8 moeten de gemeenschapshuizen, om erkend te worden, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° georganiseerd zijn door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;

2° over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen;

3° over een collectief begeleidingsproject beschikken;

4° met de professionele sector of de diensten die noodzakelijk zijn voor het volbrengen van hun opdrachten, over overeenkomsten beschikken waarin de verbintenissen van bedoelde sector en diensten omschreven zijn wat betreft de maatschappelijke, financiële en bestuurlijke begeleiding van de ondergebrachte personen;

5° over overeenkomsten beschikken waarin vastgesteld wordt dat ze in staat zijn om in geval van nood een beroep te doen op de professionele sector of de diensten die actief zijn op psychologisch of medisch gebied;

6° van de ondergebrachte personen een financiële bijdrage vragen die niet meer mag bedragen dan twee derde van de bestaansmiddelen van de ondergebrachte persoon;

7° de financiële bijdrage hangt van de aangeboden dienstverlening af;

8° een register houden waarin de adresgegevens van het opvangtehuis of de structuur die dezelfde opdracht vervult en erkend is door de andere publieke overheden waarvan de ondergebrachte persoon afkomstig is, vermeld zijn.

§ 3. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 8, moeten de nachtasielen om erkend te zijn aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° georganiseerd zijn door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;

2° minstens geopend zijn :

a. van 1 november tot en met 1 maart;

b. van 22 uur tot 7 uur;

3° de in sociale moeilijkheden verkerende personen die er de nacht doorgebracht hebben, niet overdag opvangen;

4° over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen;

5° over een collectief begeleidingsproject beschikken;

6° over overeenkomsten beschikken met één of meerdere opvangtehuizen waarin de modaliteiten voor hun doorverwijzing en overname omschreven worden;

7° indien er in de gemeente van hun bedrijfszetel een sociaal contactpunt als bedoeld bij het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting bestaat of, bij ontstentenis, een dienst belast met het beheer van een dienst dringende maatschappelijke hulpverlening, over overeenkomsten beschikken waarin de modaliteiten voor de opvang en de overname van de in sociale moeilijkheden verkerende personen worden omschreven;

8° geen financiële bijdrage van de ondergebrachte personen eisen.

§ 4. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 8 dienen de opvangtehuizen van het gezinstype, om erkend te worden, aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° georganiseerd zijn door een natuurlijke persoon, een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;

2° over een huisvestingscapaciteit voor maximum negen in sociale moeilijkheden verkerende personen beschikken;

3° samenwerkingsverbanden opzetten om in geval van nood een beroep te kunnen doen op professionelen of diensten die in verband met sociale, psychologische of medische aangelegenheden actief zijn;

4° met de professionelen of diensten die actief zijn op huisvestingsvlak, meer bepaald de opvangtehuizen en de diensten die een huisvesting met een sociaal karakter verschaffen, samenwerkingsverbanden opzetten betreffende de modaliteiten voor de toegang van de ondergebrachte personen tot de professionelen en die diensten;

5° van de ondergebrachte personen een financiële participatie vragen die niet meer mag bedragen dan de helft van hun bestaansmiddelen;

6° de financiële participatie hangt af van de aangeboden dienstverlening;

7° een register bijhouden in verband met de financiële participatie die door de ondergebrachte personen wordt betaald, evenals in verband met hun bestaansmiddelen;

8° de ondergebrachte personen een verblijfsduur aanbieden van maximum honderd twintig dagen.

§ 5. De regering bepaalt :

1° de modaliteiten voor de uitwerking en de evaluatie en het model van het collectieve begeleidingsproject bedoeld in de paragrafen 1, 3°, en 2, 3°;

2° het model en de modaliteiten voor de evaluatie van het collectief huisvestingsproject bedoeld in § 3, 5°;

3° de diensten die in rekening worden gebracht voor de berekening van de financiële participatie bedoeld in de §§ 1, 6°, 2, 6° en 4, 5°, evenals hun prijs;

4° de bestaansmiddelen die in overweging worden genomen voor de toepassing van de paragrafen 1, 6°, 2, 6°, en 4, 5°.

**Art. 10.** De regering bepaalt voor de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen en de opvangtehuizen van het gezinstype de erkenningsvoorwaarden met betrekking tot de lokalen en de veiligheid.

De regering bepaalt voor de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen de erkenningsvoorwaarden met betrekking tot de uitrustingen en het personeel.

De regering kan voor de nachtasielen de erkenningsvoorwaarden bepalen met betrekking tot de lokalen, de veiligheid, de uitrustingen en het personeel.

#### Onderafdeling 2. — Erkenningsprocedure

**Art. 11.** De erkenningsaanvraag voor een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel of een opvangtehuis van het gezinstype wordt bij de regering ingediend.

**Art. 12.** § 1. De regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag van de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen. In dat dossier worden minstens vermeld :

1° de identiteit van de inrichtende macht, diens adres en, indien de inrichtende macht een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting is, de statuten ervan en hun eventuele in het *Belgisch Staatsblad* verschenen wijzigingen, evenals het identificatienummer in het Register der rechtspersonen;

2° de naam en de kwalificaties van de directeur en de personeelsleden, evenals een omschrijving van hun functies en, in voorkomend geval, een afschrift van hun diploma's;

3° het totale aantal personen die in aanmerking kunnen komen voor de door de inrichtende macht van de inrichting aangeboden dienstverlening, op ongeacht welke titel;

4° het aantal ondergebrachte personen waarvoor de erkenning is aangevraagd;

5° een plattegrond van de gebouwen met vermelding van de bestemming der lokalen;

6° een veiligheidsattest afgeleverd sinds minder dan één jaar door de burgemeester;

7° het huishoudelijk reglement met omschrijving van de rechten en de plichten van de ondergebrachte personen, de directeur en de inrichtende macht;

8° het collectieve begeleidingsproject;

9° de overeenkomsten bedoeld in artikel 9, § 1, 4° en 5°, en § 2, 4° en 5°.

Wat betreft de opvangtehuizen, bevat het aanvraagdossier daarnaast de vermelding van de specifieke acties bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, die het opvangtehuis tot stand zou kunnen brengen ten gunste van de ondergebrachte personen.

§ 2. De regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag voor de nachtsielen. In dat dossier worden minstens vermeld :

1° de identiteit van de inrichtende macht, diens adres en, indien de inrichtende macht een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting is, de statuten ervan en hun eventuele in het *Belgisch Staatsblad* verschenen wijzigingen, evenals het identificatienummer in het register der rechtspersonen;

2° de naam en de kwalificaties van de directeur en, indien bestaande, de personeelsleden, evenals een omschrijving van hun functies en een afschrift van hun diploma's;

3° het aantal ondergebrachte personen waarvoor de erkenning is aangevraagd;

4° een plattegrond van de gebouwen met vermelding van de bestemming der lokalen;

5° een veiligheidsattest afgeleverd sinds minder dan één jaar door de burgemeester;

6° het huishoudelijk reglement met omschrijving van de rechten en de plichten van de ondergebrachte personen, de directeur en de inrichtende macht;

7° de openingsuren en -periode;

8° het collectieve onderkomenproject;

9° de overeenkomsten bedoeld in artikel 9, § 3, 6° en 7°.

§ 3. De regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag voor de opvangtehuizen van het gezinstype. In dat dossier worden minstens vermeld :

1° de identiteit van de inrichtende macht, diens adres en, indien de inrichtende macht een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting is, de statuten ervan en hun eventuele in het *Belgisch Staatsblad* verschenen wijzigingen, evenals het identificatienummer in het register der rechtspersonen;

2° de naam en de kwalificaties van de directeur en, indien bestaande, de personeelsleden, evenals een omschrijving van hun functies en een afschrift van hun diploma's;

3° een presentatie van het initiatief met nauwkeurige omschrijving van de motiveringen van de beheerder en de door hem nagestreefde doelstellingen;

4° het aantal ondergebrachte personen waarvoor de erkenning is aangevraagd;

5° een plattegrond van de gebouwen met vermelding van de bestemming der lokalen;

6° een veiligheidsattest afgeleverd sinds minder dan één jaar door de burgemeester;

7° het huishoudelijk reglement met omschrijving van de rechten en de plichten van de ondergebrachte personen, de directeur en de inrichtende macht;

8° elk document waaruit kan blijken dat het opvangtehuis van het gezinstype in staat is om de verplichtingen uit artikel 9, § 4, 3° en 4° in acht te nemen.

§ 4. De regering bepaalt de modaliteiten voor de uitwerking en het model van het huishoudelijk reglement bedoeld in de §§ 1, 7°, 2, 6° en 3, 7°, evenals het model van het brandattest bedoeld in de §§ 1, 6°, 2, 5° en 3, 6°.

**Art. 13.** § 1. De erkenning wordt verleend door de regering na advies van de commissie voor een termijn van maximum vier jaar.

De erkenning bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel en een opvangtehuis van het gezinstype.

De erkenning is hernieuwbaar op aanvraag van het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtsiel of het opvangtehuis van het gezinstype.

§ 2. Na advies van de commissie kan de erkenning opgeschort, beperkt of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van verschillende bepalingen van dit decreet of van de bepalingen genomen krachtens dit decreet.

De opschorting heeft als gevolg dat het verschaffen van een onderkomen aan nieuwe in sociale moeilijkheden verkerende personen verboden wordt. De beperking heeft tot gevolg dat de huisvestingscapaciteit verminderd wordt.

§ 3. De regering stelt de procedures vast voor de verlenging, de hernieuwing, de opschorting, de beperking en de intrekking van de erkenning.

Hij stelt de modaliteiten vast voor het beroep in geval van weigering, opschorting, beperking of intrekking van de erkenning. Het beroep is niet opschortend.

*Afdeling 2. — Voorlopige werkingsvergunning en beginselakkoord*

**Art. 14.** § 1. De regering verleent na advies van de commissie een voorlopige werkingsvergunning van een duur van één jaar :

1° aan elk opvangtehuis dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 12, § 1, en dat aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 1, 1°, 2°, 6° en 7° voldoet;

2° aan elk gemeenschapshuis dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 12, § 1, en dat aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 2, 1°, 2°, 6° en 7° voldoet;

3° aan elk nachtsiel dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 12, § 2, en dat aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 3, 1°, 2°, 4° en 8° voldoet;

4° aan elk opvangtehuis van het gezinstype dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 12, § 3, en dat aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 4, 1°, 2°, 5°, 6° en 7° voldoet.

De voorlopige werkingsvergunning bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel en een opvangtehuis van het gezinstype.

Zij kan worden verlengd indien de veiligheidswerken dat verantwoord en indien de aanvrager aantoonbaar dat hij die werken kan voltooien binnen een termijn dat één jaar niet mag overschrijden.

Indien er bij het beëindigen van de eerste vastgestelde termijn of na de verlenging ervan geen enkele weigering van de erkenning plaatsgevonden heeft, wordt de erkenning geacht toegekend te zijn, behalve in de veronderstelling dat de voorlopige werkingsvergunning :

1° opgeschort is of werd;

2° beperkt is.

§ 2. In geval van dringende noodzakelijkheid verleent de regering, indien de onderkomencapaciteit in de nachtsielen erkend in de gemeente of de aangrenzende gemeenten niet voldoende is om aan de vraag ernaar uitgaande van in sociale moeilijkheden verkerende personen tegemoet te komen, een beginselakkoord aan het nachtsiel dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 12, § 2, uitgezonderd de punten 4°, 6°, 8° en 9° en dat aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 3, 1° en 2° voldoet.

Het beginselakkoord bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een nachtsiel.

De duur van het beginselakkoord bedraagt maximum vier maanden en is niet hernieuwbaar.

§ 3. De voorlopige werkingsvergunning en het beginselakkoord kunnen opgeschort, beperkt of ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de bepalingen genomen krachtens dit decreet.

Het advies van de commissie is vereist in geval van opschorting, beperking of intrekking van de voorlopige werkingsvergunning.

De opschorting heeft tot gevolg dat het verschaffen van een onderkomen aan nieuwe in sociale moeilijkheden verkerende personen verboden wordt. De beperking heeft tot gevolg dat de huisvestingscapaciteit verminderd wordt.

§ 4. De regering stelt de procedure vast voor de toekenning en de verlenging van de voorlopige werkingsvergunning, evenals de procedure voor de toekenning van het beginselakkoord.

Hij stelt de procedure vast voor de opschorting, de beperking of de intrekking van de voorlopige werkingsvergunning en het beginselakkoord.

Hij stelt de modaliteiten vast voor het beroep in geval van weigering, opschorting, beperking of intrekking van de voorlopige werkingsvergunning en het beginselakkoord.

*HOOFDSTUK IV. — Subsidiëring*

**Art. 15.** § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten en na advies van de commissie keert de regering in het kader van de programmering bepaald in artikel 16 subsidies ter dekking van de personeelsuitgaven uit aan de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten en na advies van de commissie kan de regering eveneens subsidies ter dekking van de werkingskosten uitkeren aan de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen die in aanmerking komen voor subsidies ter dekking van de personeelsuitgaven.

Binnen de perken van de begrotingskredieten en na advies van de commissie kan hij daarnaast aan de opvangtehuizen uitkeren :

1° subsidies ter dekking van de personeelskosten voor de verwezenlijking van specifieke acties met betrekking tot :

a. de begeleiding van de kinderen;

b. de noodopvang en/of de opvang 24 uur op 24;

2° subsidies ter dekking van de personeelskosten en/of de werkingskosten voor de verwezenlijking van specifieke acties in verband met de fase na het verschaffen van een onderkomen.

§ 3. De regering bepaalt de modaliteiten de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies bedoeld in de §§ 1 en 2.

**Art. 16.** De regering bepaalt voor de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen een programmering van het maximumaantal in sociale moeilijkheden verkerende personen dat in overweging genomen kan worden voor de toekenning van de subsidies bedoeld in artikel 15, § 1.

Die programmering maakt een onderscheid in de personen volgens indeling zoals volgt :

1° mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

2° mannen of vrouwen vergezeld van kinderen.

Die indeling wordt per provincie opgemaakt en houdt rekening met volgende factoren :

1° de oppervlakte;

2° het aantal leefloners.

De programmering kan eveneens factoren van conjuncturele orde in overweging nemen met als gevolg een verhoging van het aantal in sociale moeilijkheden verkerende personen in één of meer provincies.

**Art. 17.** § 1. Na advies van de commissie kan de subsidiëring bedoeld in artikel 15, §§ 1 en 2, eerste lid, van een opvangtehuis of een gemeenschapshuis door de regering verminderd of geschrapt worden :

1° indien de minimale bezettingsgraad als door de regering bepaald niet bereikt wordt;

2° indien de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies bedoeld in artikel 15, § 3, niet meer nageleefd worden;

3° in geval van niet-naleving van de bepalingen van de artikelen 20, 21, 22 en 25 tot en met 30.

§ 2. De regering bepaalt de modaliteiten de procedure voor de beperking en de schrapping van de subsidiëring.

Hij stelt de modaliteiten vast voor het beroep in geval van beperking en schrapping van de subsidiëring.

Dat beroep is opschortend.

**Art. 18.** § 1. Voor de berekening van de bezettingsgraad van een opvangtehuis worden niet als gerechtigden beschouwd :

1° de personen ouder dan zestig jaar op de dag waarop de opvang plaatsvindt vanaf de vierde van die personen;

2° de personen die de verblijfsperiode bepaald in hun geïndividualiseerd begeleidingsproject overschreden hebben. Die periode mag de tweehonderdvijfenzeventig nachten niet overschrijden.

§ 2. Op grond van een behoorlijk gemotiveerde aanvraag kan de regering, indien de toestand van de gerechtigde dat verantwoordt, een verlenging van de duur van de huisvesting als bedoeld in § 1, 2°, toekennen indien die duur de tweehonderdvijfenzeventig nachten overschrijdt.

De verlengingsaanvraag wordt op straffe van onontvankelijkheid binnen de maand die voorafgaat aan de datum waarop de verblijfsduur bedoeld in het eerste lid verstrijkt, ingediend.

De verlenging mag de negentig nachten niet overschrijden. Zij kan twee keer verlengd worden.

De regering bepaalt het model voor het aanvraagformulier.

#### HOOFDSTUK V. — *Werking*

##### *Afdeling I. — Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 19.** Het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 12, § 1, 7°, § 2, 6° en § 3, 7° wordt aangeplakt op een plaats die toegankelijk is voor de personen die om opvang verzoeken en voor de ondergebrachte personen.

##### *Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen en de opvangtehuizen van het gezinstype*

**Art. 20.** Minstens één keer per week wordt de ondergebrachte persoon schriftelijk ingelicht over zijn financiële toestand in het opvangtehuis, het gemeenschapshuis of het opvangtehuis van het gezinstype.

##### *Afdeling 3. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen*

**Art. 21.** Het opvangtehuis of het gemeenschapshuis opent een individueel of gezinsdossier voor elke ondergebrachte persoon.

Dat dossier bevat de administratieve en financiële documenten met betrekking tot de toestand van de ondergebrachte persoon.

Het is onder voorbehoud van alles wat onder het beroepsgeheim valt, toegankelijk voor de ondergebrachte persoon. Het is eveneens toegankelijk voor de ambtenaren bedoeld in artikel 33.

**Art. 22.** In samenwerking met de ondergebrachte persoon werken het opvangtehuis en het gemeenschapshuis binnen de dertig dagen na diens aankomst een geïndividualiseerd begeleidingsproject uit.

Het geïndividualiseerd begeleidingsproject bepaalt een programmering voor de doorvoering ervan in de tijd.

Het wordt in evenveel exemplaren opgesteld als er bij het project betrokken partijen zijn. Eén exemplaar wordt overhandigd aan de ondergebrachte persoon.

De regering bepaalt het model voor het geïndividualiseerd begeleidingsproject.

**Art. 23.** Elk einde van het verblijf dat tot stand komt op initiatief van een erkend opvangtehuis of gemeenschapshuis wordt in een register ingeschreven. In dat register worden vermeld de identiteit van de betrokken personen, de datum van hun vertrek, hun bestemming indien bekend, evenals de redenen die aan de oorsprong liggen van de beslissing om hun verblijf te beëindigen.

**Art. 24.** De gesubsidieerde personeelsleden van het opvangtehuis of het gemeenschapshuis volgen een voortgezette opleiding volgens de modaliteiten door de regering vastgesteld.

**Art. 25.** In elk opvangtehuis of gemeenschapshuis wordt er een raad van de ondergebrachte personen opgericht die minstens één keer per maand vergadert.

Om voor de goede werking van die raad te zorgen krijgt die raad de logistieke en organisationele ondersteuning van het personeel van het opvangtehuis of van het gemeenschapshuis.

De raad bestaat uit de ondergebrachte personen. De directeur of diens vertegenwoordiger kunnen de vergaderingen van de raad bijwonen.

De raad van de ondergebrachte personen brengt adviezen uit en formuleert voorstellen, meer bepaald wat betreft de werking van de inrichting, de organisatie van de dienstverlening en het collectieve begeleidingsproject.

##### *Afdeling 4. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen*

**Art. 26.** Voor elke ondergebrachte persoon of gezin stelt het opvangtehuis een sociaal verslag op na zes maanden verblijf.

Het sociaal verslag dient om de evolutie van de ondergebrachte persoon of personen voor te stellen met het oog op een vertrek, een doorverwijzing naar een gemeenschapshuis en/of een wederinschakeling.

Dat verslag wordt bij het dossier bedoeld in artikel 21 gevoegd.

**Art. 27. § 1.** Het opvangtehuis is ertoe verplicht elke persoon die daarom verzoekt, een onderkomen te verschaffen, behalve in volgende gevallen :

1° indien de maximale huisvestingscapaciteit bereikt is;

2° indien blijkt dat het verschaffen van een onderkomen aan de persoon de verwezenlijking van het collectieve begeleidingsproject in gevaar zou kunnen brengen;

3° indien blijkt dat het antwoord op de problemen waarmee de persoon geconfronteerd wordt, niet in het hem verschaffen van een onderkomen in een opvangtehuis bestaat.

§ 2. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1 is het opvangtehuis er evenwel toe verplicht de noodzakelijke stappen te ondernemen om de persoon te laten opvangen door een bevoegde dienst.

§ 3. Het opvangtehuis houdt een register bij van de niet voldane aanvragen waarin de redenen vermeld worden waarom die dienstverlening niet is aangeboden, evenals de stappen die ondernomen werden om aan de behoeften van de aanvragers als bedoeld in § 2 te voldoen.

#### *Afdeling 5. — Bepalingen eigen aan de gemeenschapshuizen*

**Art. 28.** In een gemeenschapshuis mogen niet verblijven :

1° de personen die volgens het sociaal verslag bedoeld in artikel 26 of opgesteld door een structuur die dezelfde opdracht als een opvangtehuis vervult en die erkend is door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie of een openbare overheid van een buurstaat, geen behoefte hebben aan een langdurige begeleiding;

2° meer dan drie personen ouder dan zestig jaar op de dag waarop ze hun intrede doen in het huis.

**Art. 29.** Het gemeenschapshuis herzielt jaarlijks in samenwerking met de ondergebrachte persoon het geïndividualiseerde begeleidingsproject in functie van de evolutie van de persoon.

Het aldus herziene project wordt bij het dossier bedoeld in artikel 21 gevoegd.

**Art. 30.** Artikel 27, § 1, 3° uitgezonderd, en § 3, geldt voor de gemeenschapshuizen.

#### *Afdeling 6. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen van het gezinstype*

**Art. 31.** Zodra de ondergebrachte persoon aankomt, schrijft het opvangtehuis van het gezinstype zijn naam in een door hem tegengetekend aanwezigheidsregister.

Het model daarvoor wordt door de regering vastgesteld.

#### *Afdeling 7. — Bepalingen eigen aan de nachtsielen*

**Art. 32. § 1.** Het nachtsiel is ertoe verplicht elke persoon die daarom verzoekt onder te brengen, behalve :

1° indien de maximumcapaciteit voor het verschaffen van een onderkomen bereikt is;

2° indien blijkt dat het verschaffen van onderkomen aan de persoon de verwezenlijking van het collectieve onderkomenproject in gevaar zou kunnen brengen;

3° indien blijkt dat het antwoord op de problemen die de persoon ondervindt, niet onder het verschaffen van een onderkomen in een nachtsiel valt;

4° indien de maximumduur van het eventueel verschaffen van een onderkomen in een nachtsiel bereikt is.

§ 2. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1 is het nachtsiel er evenwel toe gehouden de adresgegevens van de meest nabije dienst dringende maatschappelijke hulpverlening, nachtsielen of opvangtehuizen op te geven, evenals de beschrijving van de weg ernaartoe.

### HOOFDSTUK VI. — *Controle*

**Art. 33.** De administratieve, financiële en kwalitatieve controle van de inrichtingen die in aanmerking komen voor een werkingstitel in het kader van dit decreet wordt verzorgd door de ambtenaren aangewezen door de regering.

Die ambtenaren worden bekleed met de hoedanigheid van hulpofficier van de gerechtelijke politie bij de procureur des Konings.

Zij zijn ertoe verplicht voor de vrederechter van hun woonplaats de eed voorgeschreven bij decreet van 20 juli 1831 af te leggen.

In de uitoefening van hun opdrachten kunnen ze :

1° elk nazicht, elke controle, elk onderzoek verrichten en elke informatie inwinnen die zij nodig achten, meer bepaald voor :

a. het ondervragen van elke persoon over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitoefenen van het toezicht;

b. zich elk nuttig document laten overmaken of elk nuttig document zoeken voor de voltooiing van hun opdracht, er een afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° proces-verbaal opstellen ter vaststelling van overtredingen die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel. Daarvan wordt een afschrift bekendgemaakt binnen de vijftien dagen na vaststelling van de feiten aan de beheerders en de daders.

In geval van doorzoeking van de lokalen die een woonplaats uitmaken en bij ontstentenis van de instemming van de bewoner, behalve in uiterst dringende gevallen indien de bijstand aan de in gevaar zijnde ondergebrachte persoon het vereist, hebben de hiervoor genoemde ambtenaren niet toegang tot die lokalen dan krachtens een machtiging van de rechter van de politierechtbank of diens plaatsvervanger.

De gemachtigd ambtenaar kan de overtreder een termijn stellen om zich naar de wet te schikken : die termijn kan slechts één keer verlengd worden. Hij licht er de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is, over in.

**Art. 34.** § 1. Jaarlijks tegen 30 april maken de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen een activiteitenverslag aan het bestuur over in verband met het voorgaande kalenderjaar, waarin met name melding wordt gemaakt van :

- 1° een omschrijving van het doorgevoerde maatschappelijk werk;
- 2° een evaluatie van hun activiteiten, met vermelding van de bestaande samenwerkingsverbanden;
- 3° het aantal ondergebrachte personen;
- 4° de lijst van de personeelsleden tewerkgesteld in het kader van dit decreet, met hun kwalificaties, de toegepaste weddeschalen en hun bezettingsgraad, evenals een lijst met het in het kader van de specifieke activiteiten in dienst genomen personen met hun kwalificaties en hun rechtspositie;
- 5° het genormaliseerd boekhoudplan of, indien het een openbare dienst betreft, het plan opgesteld volgens de daarvoor geldende boekhoudregels, voor zover de inkomsten en de uitgaven van het opvangtehuis en het gemeenschapshuis onderscheiden kunnen worden;
- 6° het aantal inkomsten en uitgaven en de balans;
- 7° het aantal aanvragen voor het verschaffen van een onderkomen waarop niet kon worden ingegaan.

Het activiteitenverslag van de gemeenschapshuizen vermeldt daarnaast de duurtijd van het onderbrengen van de gerechtigden.

§ 2. De opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen delen alle wijzigingen die hun statuten ondergaan hebben na toekenning van de werkingstitel en die betrekking hebben op dit decreet of op één van diens uitvoeringsbesluiten aan het bestuur mee.

**Art. 35.** § 1. Jaarlijks tegen 30 april maken de erkende nachtasielen en opvangtehuizen van het gezinstype een activiteitenverslag met betrekking tot het voorgaande kalenderjaar aan het bestuur mee, met vermelding meer bepaald van :

- 1° het aantal ondergebrachte personen;
- 2° in voorkomend geval, de lijst van de in het kader van dit decreet tewerkgestelde personeelsleden;
- 3° het aantal aanvragen voor een onderkomen dat niet beantwoord kon worden.

§ 2. De nachtasielen en de opvangtehuizen van het gezinstype delen alle wijzigingen die hun statuten ondergaan hebben na toekenning van de werkingstitel en die betrekking hebben op dit decreet of op één van diens uitvoeringsbesluiten aan het bestuur mee.

**Art. 36.** § 1. Elke belanghebbende kan aan de regering, aan het bestuur of aan de burgemeester een bezwaar richten met betrekking tot de werking van een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtasiel of een opvangtehuis van het gezinstype.

Elk bezwaar bedoeld in het eerste lid wordt beantwoord door een bewijs van ontvangst dat binnen de acht dagen wordt verstuurd.

§ 2. De burgemeester of het bestuur aan wie een bezwaar wordt gericht, licht er onverwijld over in :

- 1° de regering;
- 2° de beheerder van het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype.

Het bestuur licht eveneens de beheerder van het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype in over de bezwaren gericht aan de regering.

§ 3. Indien bemiddeling mogelijk is, kan de burgemeester als verzoenende partij optreden en de aanbevelingen uiten die hem van die aard lijken dat ze een oplossing kunnen inhouden voor de werkingsmoeilijkheden.

§ 4. De burgemeester of de ambtenaar die hij daartoe machtigt kan het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype bezoeken.

In geval van doorzoeking van lokalen die een woonplaats uitmaken en bij ontstentenis van de instemming van de bewoner, verzoekt hij om de machtiging van de rechter van de politierechtbank of diens plaatsvervanger.

§ 5. De burgemeester of het bestuur richten een verslag over de inlichtingen die ze hebben kunnen inwinnen aan de regering.

De beheerder van het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype licht de burgemeester en het bestuur onverwijld in over het gevolg dat aan het bezwaar gegeven is.

De regering, het bestuur of de burgemeester licht de bezwaarindiener en de beheerder in over het gevolg dat aan het bezwaar gegeven is.

#### HOOFDSTUK VII. — *Straffen*

**Art. 37.** § 1. Gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 500 tot 1.000 euro of met enkel één van die straffen de personen die een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtasiel of een opvangtehuis van het gezinstype beheren die een onderkomencapaciteit aanbieden van meer dan drie bedden zonder een werkingstitel te hebben gekregen, ofwel als overtreding van een beslissing tot weigering, intrekking van de erkenning of sluiting, ofwel als kennelijke niet-naleving van de erkenningsvoorwaarden waarbij ernstige schade wordt berokkend aan de bescherming, de veiligheid of de gezondheid van de ondergebrachte personen of die onbehoorlijkerwijs de erkenning vermelden.

§ 2. Gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 25 tot 2.000 euro of met enkel één van die straffen :

1° degene die rechtstreeks of onrechtstreeks, terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis of een opvangtehuis van het gezinstype die een onderkomencapaciteit van meer dan drie bedden aanbieden :

- a. op niet-geïndividualiseerde wijze de rekeningen van de ondergebrachte personen beheert;
- b. door list, dwang, bedreiging, valse belofte of misbruik makend van de zwakheid of ziekte zich goed die aan een ondergebrachte persoon toebehoren, laat overhandigen;

c. gelden of goeden van de ondergebrachte personen beheert, behalve met naleving van de eventueel in overeenstemming met laatstgenoemden overeengekomen voorwaarden;

2° degene die rechtstreeks of onrechtstreeks terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een nachtsiel :

a. door list, dwang, bedreiging, valse belofte of misbruik makend van de zwakheid of ziekte zich goed die aan een ondergebrachte persoon toebehoren, laat overhandigen;

b. gelden of goeden van de ondergebrachte personen beheert, behalve met naleving van de eventueel in overeenstemming met laatstgenoemden overeengekomen voorwaarden.

#### HOOFDSTUK III. — *Sluiting*

**Art. 38.** § 1. Volgens de procedure die hij bepaalt kan de regering om dringende redenen beslissen tot de sluiting van een opvangthuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel of een opvangthuis van het gezinstype waarvan de onderkomencapaciteit meer bedraagt dan drie bedden, indien :

1° een tekortkoming aan de krachten of bij dit decreet vastgestelde regels ernstige schade berokkent aan de rechten, de veiligheid of de gezondheid van de ondergebrachte personen;

2° dringende redenen met betrekking tot de volksgezondheid of de openbare veiligheid dat verantwoorden.

De beslissing tot sluiting kan enkel bepaalde gedeelten van het gebouw of bepaalde vestigingen betreffen.

De beslissing tot sluiting kan ongedaan worden gemaakt indien de omstandigheden die tot die beslissing dwongen, niet meer verenigd zijn.

De regering stelt de regels vast volgens welke een beroep kan worden uitgeoefend tegen de beslissing tot sluiting om dwingende redenen.

Dat beroep is niet opschortend.

§ 2. Volgens de procedure die hij bepaalt beveelt de regering de sluiting van de opvangthuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtsielen of de opvangthuizen van het gezinstype waarvan de onderkomencapaciteit hoger is dan drie bedden en die zonder werkingstitel functioneren.

**Art. 39.** De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen tot sluiting en laat de sluitingen verrichten die voortvloeien uit de beslissingen tot weigering of intrekking van een werkingstitel.

Hij waakt over de toepassing van alle daartoe nodige maatregelen.

Daartoe kan hij de in sociale moeilijkheden verkerende personen laten evacueren en van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn eisen, dat zij voor de dringende opvang en het dringend onderbrengen van die personen instaan.

#### HOOFDSTUK IX. — *Adviescommissie inzake de opvangthuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtsielen en de opvangthuizen van het gezinstype*

**Art. 40.** Er wordt een adviescommissie inzake de opvangthuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtsielen en de opvangthuizen van het gezinstype opgericht.

Naast de opdracht om adviezen uit te brengen overeenkomstig de artikelen 13, §§ 1 en 2, 14, §§ 1 en 3, tweede lid, 15, §§ 1 en 2, en 17, § 1, is de commissie belast met adviesverlening op eigen initiatief of op diens verzoek, aan de regering over elke aangelegenheid die onder dit decreet valt.

Jaarlijks in juni maakt de commissie een verslag met evaluatie van de sector van de opvangthuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtsielen en de opvangthuizen van het gezinstype, evenals een lijst met de ontstane problemen en de voorstellen tot oplossing over aan de regering, die het aan de Waalse Gewestraad overmaakt.

**Art. 41.** § 1. De regering benoemt de leden van de commissie voor een hernieuwbare termijn van vier jaar. Die bestaat uit :

1° zes vertegenwoordigers van de opvangthuizen, gekozen op de voordracht van de representatieve federaties van de sector;

2° één vertegenwoordiger van de gemeenschapshuizen;

3° één vertegenwoordiger van de nachtsielen;

4° in voorkomend geval, één vertegenwoordiger van de opvangthuizen van het gezinstype;

5° drie werknemers van de sector van de opvangthuizen, de gemeenschapshuizen en de nachtsielen, gekozen op de voordracht van de representatieve werknemersorganisaties;

6° vier personen, gekozen wegens hun bijzondere bevoegdheden inzake maatschappelijke inschakeling, waaronder :

a. één maatschappelijk werker van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

b. één maatschappelijk werker van de verenigingssector;

c. twee universitaire deskundigen;

7° één vertegenwoordiger van de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

8° één vertegenwoordiger van de jeugdzorgsector;

9° drie gemachtigden van de regering;

10° één gemachtigde van het bestuur.

De regering kan eveneens voor elk gewoon lid een plaatsvervanger aanwijzen.

§ 2. De leden bedoeld in paragraaf 1, 9° en 10°, zetelen met raadgevende stem.

§ 3. Op de voordracht van de commissie wijst de regering de voorzitter en de ondervoorzitter onder de leden bedoeld in paragraaf 1, 1° tot en met 6° aan.

§ 4. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door het lid bedoeld in § 1, 10°.

**Art. 42.** De regering bepaalt het bedrag van het aanwezigheidsgeld en de reiskosten van de commissieleden.

De commissie stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de regering voor.

#### HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 43.** In afwijking van artikel 2, 1°, 2° en 4° worden beschouwd als opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of opvangtehuizen van het gezinstype, de diensten of inrichtingen die de dag van inwerkingtreding van dit decreet erkend zijn als opvangcentra voor volwassenen of moederhuizen en die :

1° voor een deel of het geheel van hun erkende huisvestingsinfrastructuren in aanmerking komen voor een tegemoetkoming inzake transitwoningen zoals bedoeld bij de artikelen 31 en 56 van de Waalse Huisvestingscode;

2° terwijl zij in aanmerking zijn gekomen voor de tegemoetkoming bedoeld inder 1°, opnieuw daarvoor in aanmerking komen om hun erkende huisvestingsinfrastructuren geheel of gedeeltelijk te hernieuwen of te herstructureren.

In afwijking van artikel 2, 1°, 2° en 4° behouden de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen of de opvangtehuizen van het gezinstype hun hoedanigheid van opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of opvangtehuizen van het gezinstype.

**Art. 44.** Hoofdstuk 1 van titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren wordt opgeheven.

**Art. 45.** § 1. De opvangcentra voor volwassenen erkend op grond van hoofdstuk 1 van titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren worden tot en met het verstrijken van de geldigheidstermijn van hun erkenning als erkend in de zin van dit decreet beschouwd.

§ 2. De moederhuizen erkend door het « Office de la Naissance et de l'Enfance » op datum van 30 september 2000 kunnen blijven werken op voorwaarde dat ze een erkenningsaanvraag of voorlopige werkingsaanvraag indienen overeenkomstig artikel 12, § 1, of artikel 14, § 1, binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit decreet, en voorzover de beslissing van de regering met betrekking tot die aanvraag gunstig is rekening houdend met de naleving van de erkennings- of voorlopige machtigingsvoorwaarden.

§ 3. De onderkomenstructuren bedoeld bij dit decreet die bestaan op de dag van inwerkingtreding daarvan en die niet over de erkenning beschikken bedoeld in de paragrafen 1 en 2 kunnen blijven werken op voorwaarde dat ze een erkenningsaanvraag of aanvraag voor voorlopige werkingsmachtiging indienen overeenkomstig artikel 12, §§ 1 of 3, of artikel 14, § 1, binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit decreet, en voor zover de beslissing van de regering met betrekking tot die aanvraag gunstig is rekening houdend met de naleving van de erkennings- of voorlopige machtigingsvoorwaarden. De regering kan de termijn van één jaar bepaald bij artikel 14, § 1, eerste lid, met maximum twee jaar verlengen. De leden 3 en 4 van artikel 14, § 1, zijn niet van toepassing op die onderkomenstructuren.

**Art. 46.** Zolang de commissie bedoeld in hoofdstuk X niet is samengesteld, neemt de erkennings- en adviescommissie opgericht bij artikel 25 van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren de opdrachten ervan waar.

**Art. 47.** Dit decreet treedt in werking op de datum vastgesteld door de regering.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het bekend wordt gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad 624 (2002-2003), nrs. 1 tot en met 4.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.*

*Bespreking, Stemming.*